

« Un homme n'est pas ce qu'il dit, il est ce qu'il fait » André Malraux.

○ Caléidoscope des Institutions Politiques de Nouvelle-Calédonie

.....pages 1 à 3

○ A ceux qui disent que je fais partie du passé

.....page 3

○ Interview du Député Jacques Lafleur

..... pages 4 à 6

○ - Doc Gynéco au sein de l'Etat Major du Rassemblement-UMP

○ - Gaël Yanno en campagne

- Le consul rétrogradé
.....page 6

○ - Maison de la Nouvelle-Calédonie

- Descombels et Gomès prennent une leçon de golf
.....page 7

○ - On croit rêver !

- Le Rassemblement, le vrai !
.....page 8

○ Tour d'horizon politique des partis non-indépendantistes
.....pages 9 et 10

○ Lettre du Ministre Gilles de Robien au Député Jacques Lafleur

.....pages 11

○ Formulaire d'adhésion

..... page 12

CALEIDOSCOPE DES INSTITUTIONS POLITIQUES DE NOUVELLE-CALEDONIE

Il paraît intéressant, pour la population de Nouvelle-Calédonie, de prendre un moment pour étudier le paysage politique calédonien et en déduire toutes les conséquences.

Ce paysage est formé des individus qui gouvernent la Nouvelle-Calédonie et qui donc « fabriquent » à la fois l'avenir de ses habitants et l'image même du territoire à l'extérieur.

Force est de reconnaître que les perspectives ne sont pas très réjouissantes.

La première étape du raisonnement doit conduire à déterminer qui fait quoi en Nouvelle-Calédonie, à quel niveau et comment, c'est-à-dire au travers de quelles institutions.

Hiérarchiquement, le gouvernement se situe en tête de liste des institutions.

Sa composition dépend d'une délibération du congrès.

Actuellement, il est composé de 11 membres qui ont, selon la loi organique, des attributions collégiales. Cela signifie qu'aucun d'entre eux n'a d'attributions personnelles, comme les ministres par exemple en métropole, et que les membres délibèrent collégalement.

La collégialité est en effet un des principes fondamentaux de l'Accord de Nouméa.

Pourtant, la volonté de la présidente du gouvernement, après diverses péripéties, a évolué vers un **système mixte, bâtard**, où les délibérations sont collégiales mais où les membres du gouvernement se sont fait attribuer des responsabilités personnelles.

Il faut, à ce stade, rappeler, qu'au moment de son élection, en 2004, la présidente avait choisi comme directeur de cabinet le professeur Chauchat qui avait tendance, au nom de la présidente, à s'attribuer un grand nombre de pouvoirs, d'où

suite page 2

la difficulté ensuite de refuser aux membres du gouvernement des attributions personnelles.

C'est ainsi qu'a débuté le détournement de vocation de la première institution du territoire.

Il ne faut alors pas s'étonner que les calédoniens ne comprennent plus leurs institutions.

Deuxième principe fondamental, l'élection à la proportionnelle du gouvernement.

Le sens de ce principe se déduit du choix de ce type de scrutin, il permet la représentation au gouvernement des tendances présentes au congrès, sans attribution personnelle.

La composition de l'actuel gouvernement est la suivante :

- Marie-Noëlle Themereau, présidente, Avenir ensemble
- Dewé Gorodey, vice-présidente, Palika,
- Jean-Claude Briault, Rassemblement-UMP
- Pierre Frogier, Rassemblement-UMP
- Marianne Devaux, Rassemblement-UMP
- Maurice Ponga, Rassemblement-UMP
- Eric Babin, Avenir ensemble
- Didier Leroux, Avenir ensemble
- Gérald Cortot, Union calédonienne
- Alain Song, Avenir ensemble
- Charles Washetine, Palika

Le schéma s'est encore compliqué par le fait que leurs appétits étant aiguisés, chaque « élu » s'est attribué des moyens matériels et humains propres mais payés par la collectivité.

Les autres institutions du territoire, Congrès et assemblées de province se sont alors dotés des mêmes moyens de fonctionnement. Le coût de fonctionnement des institutions a alors sensiblement augmenté. Cette importante masse, coûteuse, fonctionne sans aucune transparence et **aucun citoyen ne le sait parce que l'information est sciemment dissimulée.** Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que c'est le seul domaine où le secret entre les élus, indépendamment de leur étiquette, est respecté... une omerta en quelque sorte qui arrange tout le monde.

Le financement de ce fonctionnement extrêmement lourd est prélevé sur les masses fiscales qui reviennent à la Nouvelle-Calédonie. Un jour, lorsque les difficultés se seront accumulées, les responsabilités devront être révélées ne serait-ce que lorsque les élus voudront renouveler leur mandat.

Les élus ont mis le doigt dans un engrenage difficilement admissible en démocratie.

Il serait temps d'ailleurs, que les leaders qui n'ont que ce mot démocratie, à la bouche, apprennent ce que ce concept signifie vraiment.

Il ne signifie certainement pas que le peuple, en les élisant, leur a donné un blanc-seing. Le peuple croit que les élus respectent les règles de gestion dite en bon père de famille, ce n'est pas sûr !

C'est précisément le contraire de

la démocratie qui se passe en ce moment et l'illustration même de la notion de République bananière qui apparaît de plus en plus clairement. **L'absence de respect des règles de gestion induit la perversion du système en dictature.** Et ce type de pouvoir est alors souvent renversé par les militaires dans certains pays.

Certes, la Nouvelle-Calédonie n'en est pas là mais la règle peut être confondue avec l'arrangement ou l'intérêt particulier, corporatiste.

Les règles ne peuvent pas changer au gré des résultats électoraux.

Après 3 années d'expérience du système actuel, il est aisé de faire une liste des individus, de leurs actions, de leurs fonctions et de leurs résultats.

Mais peut-on prédire de quoi demain sera fait ?

Les citoyens de ce pays peuvent-ils vraiment imaginer, avec la part d'impondérables qui convient, leur avenir avec sérénité ?

Les citoyens de ce pays peuvent-ils croire ce que leur disent les dirigeants actuels en voyant en première page d'un hebdomadaire qui se vend 20 francs, la photo de Paul Néaoutyine d'apparence modeste comparée à Harold Martin.

J'ai lu dans cet article, comme d'autres sans doute, le récit

suite page 3

par les deux susnommés du déroulement des négociations qui ont abouti à l'Accord de Nouméa.

Je suis scandalisé de constater, au prétexte qu'ils détiennent une parcelle de pouvoir, qu'ils camouflent la vérité. Harold Martin a fait sienne la pensée célèbre de Machiavel, « *gouverner c'est faire croire* » et, à force de mensonges, Harold Martin a alors cru qu'il gouvernait.

Pour l'information des Calédoniens, je souhaite poser une question, les yeux dans les yeux, à Paul Néaoutyine, véritable négociateur, lui, de l'Accord de Nouméa : « **Paul, as-tu vu ou entendu Harold Martin négocier l'Accord de Nouméa ? Tu sais que c'est une équipe que j'ai personnellement présidée qui en a été chargée, et dans laquelle Harold Martin ne figurait pas.** » Je ne l'ai invité que pour ménager sa susceptibilité, le dernier jour pour signer. De cette façon, il est certes formellement signataire mais il n'est pas vrai de dire, sauf à mentir grossièrement, qu'il a participé aux négociations. Harold Martin est donc le plus mal placé pour raconter ces négociations.

Sur le corps électoral, **je suis prêt à débattre** avec les deux ensemble, ou avec l'un des deux ou à tour de rôle.

Chacun prendrait alors conscience de leur lacune due à leur absence des essentiels Accords de Matignon.

Comment peuvent-ils dans ces conditions avoir la prétention de rétablir la vérité. **De quelle vérité parlent-ils ? de celle qui les sert** et la proximité des deux hommes pourrait bien tendre à prouver **l'accord secret** entre l'Avenir ensemble et les indépendantistes sur le corps électoral.

Voilà Calédoniennes et Calédoniens, où ces gens vous ont conduits et votre responsabilité est grande de les avoir cru sans preuve.



Jacques LAFLEUR

A ceux qui disent que je fais partie du passé

Certains, même de mes proches, disent : « *Oui, Jacques Lafleur a fait quelque chose pour la Nouvelle-Calédonie, mais il est du passé et ne représente pas l'avenir.* » Ce n'est pas entièrement faux.

Sauf que, les idées n'ont pas d'âge. Celles que je défends n'ont pas vieilli et, pour notre territoire, je crois qu'il vaut mieux avoir des idées car, c'est sur leur fondement que les jeunes générations pourront bâtir un véritable avenir.



Jacques LAFLEUR

Interview du Député Jacques Lafleur

accordé à l'hebdomadaire *Demain en Nouvelle-Calédonie* du 19 janvier 2007

« J'ai démissionné de l'UMP en raison de désaccords sur des points essentiels »

Demain : Vous avez effectué un long séjour en Métropole, vous y avez eu de nombreux contacts et avez fait une intervention remarquée à la tribune de l'Assemblée à l'occasion du débat sur le gel du corps électoral.

Selon vous, comment l'attitude de l'UMP qui a voté en faveur du gel, peut-elle se justifier ?

Jacques Lafleur : D'après moi, elle ne se justifie pas du tout. Nicolas Sarkozy a fait une déclaration d'intention mais qui n'a pas été suivie d'effet à en juger par le résultat du vote, mes collègues UMP ayant voté le texte.

Demain : Vous avez entamé votre intervention en soulignant avoir l'impression d'être revenu quinze ans en arrière.

N'est-ce pas désespérant, en dépit de tout ce qui a été fait ces 20 dernières années, de voir que pour la Métropole, rien n'a changé en Calédonie ?

Jacques Lafleur : Ce qui a été désespérant c'est le débat. Et la main cachée de Brigitte Girardin qui a inventé de toute pièce cette promesse du Président.

Demain : Les indépendantistes, favorables au gel du corps électoral, se sont regroupés. On retrouve dans un collectif le

FLNKS, les syndicats, Rhéébù Nùù, Roch Wamytan, quelques sénateurs coutumiers et pasteurs...

Doit-on s'inquiéter de cette capacité qu'ont encore les indépendantistes à se mobiliser ?

Jacques Lafleur : Non, car rien n'est pire que la surenchère de la division. En revanche, quand on entend les âneries de Pierre Frogier qui ne s'inscrirait plus dans l'Accord de Nouméa, il y a motif à inquiétudes.

Demain : Vous avez été mis en cause, de manière assez vive, par les indépendantistes et par l'Avenir Ensemble. On vous accuse d'avoir passé un accord secret avec Paul Néaoutyine. Sur ce point quelle est la réalité ?

Jacques Lafleur : Ce sont des arguments d'impuissants, c'est tout, mais à l'opposé de la vérité. **Je n'ai jamais pris d'engagement.** J'ai dit que je comprenais le souhait de Paul Néaoutyine. En revanche, je soutiens la position de Simon Loueckhote qui y est opposé.

Demain : Dans un hebdomadaire, Paul Néaoutyine et Harold Martin ont accordé une interview conjointe dans laquelle ils sont « ensemble pour rétablir la vérité ». Quelle est votre réaction ?

Jacques Lafleur : J'ai lu dans cet article, comme d'autres sans doute, le récit par les deux susnommés du déroulement des négociations qui ont abouti à l'Accord de Nouméa.

Je suis scandalisé de constater, au prétexte qu'ils détiennent une parcelle de pouvoir, qu'ils camouflent la vérité.

Harold Martin a fait sienne la pensée célèbre de Machiavel, « gouverner c'est faire croire » et, à force de mensonges, Harold Martin a peut-être cru qu'il gouvernait.

« Sur le corps électoral, je suis prêt à débattre »

Pour l'information des Calédoniens, je souhaite poser une question, les yeux dans les yeux, à Paul Néaoutyine, véritable négociateur, lui, de l'Accord de Nouméa : « Paul, as-tu vu ou entendu Harold Martin négocier l'Accord de Nouméa ? Tu sais que c'est une équipe que j'ai personnellement présidée qui en a été chargée, et dans laquelle Harold Martin ne figurait pas. » Je ne l'ai invité que pour ménager sa susceptibilité, le dernier jour pour signer. De cette façon, il est certes formellement signataire mais il n'est pas vrai de dire, sauf à mentir grossièrement, qu'il

suite page 5

a participé aux négociations. Harold Martin est donc le plus mal placé pour raconter ces négociations.

Sur le corps électoral, je suis prêt à débattre avec les deux ensemble, ou avec un des deux ou chacun à tour de rôle.

Tous prendraient alors conscience de leurs lacunes dues à leur absence des essentiels Accords de Matignon.

Comment peuvent-ils dans ces conditions avoir la prétention de rétablir la vérité. **De quelle vérité parlent-ils ? De celle qui les sert et la proximité des deux hommes pourrait bien tendre à prouver l'accord secret entre l'Avenir Ensemble et les indépendantistes sur le corps électoral.**

Demain : Le débat sur le corps électoral a été l'occasion de faire le point sur l'Accord de Nouméa. Selon vous, où en est-il ?

Jacques Lafleur : L'Accord de Nouméa ne fonctionne pas bien et encore moins bien lorsque l'on entend Frogier dire qu'il en est sorti alors qu'il reste au Gouvernement.

Demain : Certains se disent désengagés de l'Accord de Nouméa. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire et qu'en pensez-vous ? Est-ce une attitude responsable ?

Jacques Lafleur : Il n'y a qu'une personne qui a dit cela et c'est le deuxième député. Vous

connaissez son nom je suppose !

Demain : Un mot sur les investitures de l'UMP accordées, semble-t-il, à Pierre Frogier et Gaël Yanno. Vous sentez-vous désavoué ?

Jacques Lafleur : Je n'ai jamais eu d'investiture de qui que ce soit par le passé. Ce sont les Calédoniens qui en décideront, comme ils en ont toujours décidé.

« Il n'y a jamais eu de parole donnée »

Demain : Quelle est votre attitude par rapport à l'UMP ?

Jacques Lafleur : J'en ai démissionné.

Demain : Pour quelles raisons ?

Jacques Lafleur : En raison de désaccords sur des points essentiels. Je n'admets pas, par exemple, ce simulacre de débat sur le corps électoral où il n'a été question que de parole donnée alors qu'il n'y a jamais eu de parole donnée, c'était une question force du débat de l'Accord de Nouméa. Le mensonge me révolte. La suppression de l'indexation des retraites a également motivé ma décision.

Demain : Vous le savez, tout le monde se demande si vous serez candidat. Le serez-vous ?

Jacques Lafleur : Oui, sans doute.

Demain : Ces derniers mois le RPC s'est structuré, s'est organisé. Les militants attendent aujourd'hui qu'il passe à l'action. Une assemblée générale ou un congrès sont-ils prévus ?

Jacques Lafleur : Oui, très bientôt, et ce sera une grande manifestation.

Demain : Voyez-vous un homme politique à soutenir aux présidentielles ?

Jacques Lafleur : Personnellement, j'apporterai des signatures à Nicolas Dupont-Aignan dont on reparlera un jour et qui, lui, nous a soutenus à l'Assemblée Nationale lors du vote sur le corps électoral.

Demain : On a bien vu que la question du corps électoral n'avait pas vraiment mobilisé l'opinion en Calédonie.

Quelle conclusion en tirez-vous ? Que les Calédoniens se désintéressent de la politique ? Que la citoyenneté ne veut plus rien dire ?

Jacques Lafleur : Sûrement pas. Ils sont étonnés que l'on puisse faire une chose pareille après que cette question eût été définitivement réglée et ils ont raison.

Demain : D'une certaine manière, n'est-on pas arrivé au bout de la provincialisation ? On a l'impression que chaque province fait ce qu'elle veut dans son coin et que le Gouvernement a montré toutes ses

suite page 6

limites d'action ?

Jacques Lafleur : C'est affaire d'hommes et de conscience.

Demain : Dans un tout autre domaine, la Calédonie a augmenté les parts qu'elle détient au capital de la SLN. Selon vous, est-ce une bonne chose ?

Jacques Lafleur : On peut en discuter. La Nouvelle-Calédonie doit se préoccuper d'une éventuelle OPA sur Eramet. Je pourrai expliquer cela un de ces jours. Mais, je suis contre le fait d'une présence politique au sein de l'entreprise.

Demain : De toute évidence, les Calédoniens s'inquiètent de

savoir où on les conduit, pensez-vous que 2007 permettra de calmer leurs inquiétudes ?

Jacques Lafleur : Ils se sont manifestés en 2004, ils ont vu le résultat. C'est à eux de décider. N'oubliez pas que nous sommes en démocratie et qu'ils peuvent par leur vote réparer les dégâts qu'ils ont commis. ■

Pas bon à dire... mais bon à savoir

DOC GYNECO AU SEIN DE L'ETAT MAJOR DU RASSEMBLEMENT-UMP

Cynthia Ligeard, c'est la Doc Gynéco de Pierre Frogier pas moins ridicule, elle a la tâche facilitée par la totale médiocrité des élus. Ne disait-elle pas à Jacques Lafleur : « *vous, je ne peux pas vous influencer, tandis que je peux influencer Frogier* ».

La voilà donc secrétaire générale adjointe devant ses consoeurs qui se pâment devant cette réussite, c'est dire le niveau...

On attend aussi, comme Doc Gynéco le fait pour Nicolas Sarkozy, son livre sur son président...Celui de Doc Gynéco s'intitule Les grands esprits se rencontrent...Flatteur pour Pierre Frogier ?

Gaël YANNO en campagne

La mairie de Nouméa favorise les échanges des enfants de la ville avec les Iles Loyauté. Gaël Yanno y trouve le prétexte pour s'y rendre aux frais des nouméens grâce à son mandat de 1er adjoint et débute ainsi sa campagne...Plus luisant que jamais au vu de sa photo dans la lettre du petit Rassemblement-UMP

Le consul rétrogradé

Le consul n'en finit pas sa descente aux enfers. La démission de Pierre Maresca de son poste de secrétaire général lui avait fait espérer ce poste tant convoité. Le président a désigné- bel exemple de démocratie- un homme du clan des montdoriens Eric Gay. Cruelle déception pour Jean-Claude Briault qui se trouve ainsi rétrogradé aux commissions thématiques (???) au même rang que les Eddie Lecourieux et consorts, sans passerelle directe avec son président...

Pas bon à dire... mais bon à savoir

Maison de la Nouvelle-Calédonie

L'ambition affichée de l'Avenir ensemble est de faire de la Maison de la Nouvelle-Calédonie la vitrine du territoire d'où son déménagement dans le quartier de l'Opéra Garnier à Paris. Mais ici encore, l'Avenir ensemble se trompe d'objectif. La création de la Maison de la Nouvelle-Calédonie était d'être une antenne parisienne ouverte aux calédoniens de toutes ethnies. Ses missions

étaient sociales - aide aux étudiants, aux malades... - mais aussi politiques. Le siège social rue du Général Bertrand avait été choisi pour sa proximité avec le ministère de l'Outre-mer. Les élus calédoniens de tous partis trouvaient donc un lieu de travail proche des administrations parisiennes.

Tel ne sera plus cas.

L'Avenir ensemble a de plus

« explosé » le budget qui est passé d'environ 75 millions en 2004 à près de 300 millions cette année sans compter le personnel mis à disposition par la Nouvelle-Calédonie et le recrutement prévu de près d'une vingtaine de personnes.

Pour plus de 300 millions, combien de touristes métropolitains et européens supplémentaires ?

Descombels et Gomès prennent une leçon de golf

Avec 60 000 000 de licenciés, la fédération de golf est la plus importante du monde sportif. C'est dire la manne touristique et financière qu'ils pourraient représenter pour la Nouvelle-Calédonie. Mais qui le sait ici ? Aucun des prétentieux responsables à l'exemple du célèbre faux HEC Alain Descombels qui règne pourtant sur l'économie touristique de la Nouvelle-Calédonie. Lui pensait que le golf s'apparentait au croquet ou au bilboquet... Même chose pour le président de

la province Sud qui a du attendre que le conseil municipal de La Foa soit invité à visiter le golf de Tina pour savoir. Il a alors pensé qu'il dominerait immédiatement ce sport comme il dominerait tout. Il acheta une série de clubs, fort chers, des callaways, mais aussi la plus difficile à manier. La réussite ne venant pas immédiatement, il se lassa et décida que ce n'était pas un vrai sport...

Certes, on ne peut pas reprocher à quelqu'un de ne pas tout connaître mais on peut lui reprocher de ne pas apprendre.

Le golf est un exemple parmi tant d'autres de l'inculture de l'équipe en place qui, ainsi, agit dans le mauvais sens, toute préoccupée à s'approprier le pouvoir, à n'importe quel prix. Cela rappelle l'histoire de Maurice Lenormand. Il avait tout obtenu des mélanésiens qui n'ont compris que plusieurs années plus tard que lui s'était enrichi contrairement à eux. L'histoire se répète aussi dans le Nord. A qui cela profite-t-il ? On vous le demande !

RL

Pas bon à dire... mais bon à savoir

On croit rêver !

« Mais je reste au Rassemblement : ce parti, je l'ai fondé, je l'ai modelé et, après la défaite de 2004, je l'ai porté à bout de bras. J'y ai une légitimité. »

De qui est ce poulet ? De Pierre Maresca dans une interview donnée à un journal bon marché. Pour quelqu'un qui s'est fait « ramasser », on peut dire qu'il n'a pas peur des mots ! Ici, on dirait plutôt qu'il n'a pas peur des mouches !!!

Et puis enfin ! Ce qu'il a fait à d'autres, il se l'ait fait faire. Il devrait en rire, non ?

Le Rassemblement, le vrai !

Le Rassemblement, le vrai ! Celui qui a tout fait avec son fondateur, n'acceptait pas le terme loyaliste dans lequel les mouvements d'extrême droit essayaient de l'enfermer.

Le terme loyaliste était utilisé pour agglomérer à des petits mouvements plutôt racistes la masse des fidèles à la France.

Les excès de que ces gens là commettaient ont vite mis un terme à leur existence. Il n'est pas étonnant que Maresca, après avoir « créé » le Rassemblement essaie lui aussi maintenant d'apporter une nouvelle « idée ». Malheureusement pour lui, elle est éculée.

**VOUS SOUHAITEZ
VOUS ENGAGER
AU SEIN DU RPC,
c'est simple !**

**Formulaire
d'engagement page 12
ou connectez-vous sur :
www.bulletindinformation.com**

Bulletin d'Information

Directeur de la publication :

Jacques Lafleur

Tel : 26 16 37 / Fax : 27 68 18

B.P. : 37 - 98845 Nouméa

www.bulletindinformation.com

Imprimé par : Multipress Numérique

9, rue Joules - Ducos - Tel. 27 40 31

Tour d'horizon politique des partis non-indépendantistes

Quelles sont les forces politiques non-indépendantistes aujourd'hui en présence en Nouvelle-Calédonie ? Quelles sont leurs stratégies, leurs buts... ? Quels sont leurs projets pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ?

Il est possible de distinguer quatre partis politiques non-indépendantistes : l'Avenir ensemble, le Rassemblement-UMP, le Front national et le RPC. D'autres formations existent mais ne semblent pas suffisamment représentatives pour figurer dans cette analyse.

L'Avenir ensemble fonde sa stratégie « politique » sur les promesses c'est-à-dire sur ce qui plaît au plus grand nombre d'électeurs mais qui est impossible à tenir.

Son secteur de prédilection a donc été choisi en fonction de la structure de l'électorat calédonien. La politique sociale a ainsi été retenue et plus précisément les aides sociales. L'Avenir ensemble prend donc beaucoup de mesures d'aides : au logement, à l'emploi, à l'éducation..., blocage des prix du logement, des fruits et légumes...mais passe aussi quelques « accords » particuliers avec ce que l'on pourrait appeler « leurs clients » pour le coût excessif du fameux riz d'ici.

Parce qu'elles sont populaires, aucun parti politique ne prend alors le risque de s'élever contre de telles mesures, la population ne le comprendrait pas. Pourtant, l'exemple métropolitain socialiste initié dans les années 1981 permet de comprendre le processus mais aussi les effets pervers d'un tel système.

Une telle politique d'aides « à tout va » conduit à une vision non sincère de la situation du territoire.

Parallèlement, les réserves « fiscales » s'appauvrissent et ne sont pas forcément compensées notamment en cas de conjoncture économique défavorable.

La conjugaison de ces deux facteurs entraîne alors, à terme, une **incompréhension de la population** qui s'interroge sur les raisons pour lesquelles les élus ne peuvent plus continuer à payer les acquis entraînant ainsi une **insatisfaction croissante avec les risques de blocages sociaux...**

A ce moment, **la responsabilité de l'élu** devrait être de fournir des explications simples sur la situation actuelle, les perspectives si les choses n'évoluent pas et les solutions proposées qui seront souvent impopulaires.

Pourtant, pour être à nouveau élus, les élus entretiennent le

phénomène par des promesses de plus en plus démagogiques.

Le cercle vicieux s'installe alors.

Quel électeur a en effet envie d'entendre que ses acquis vont être supprimés et voter pour quelqu'un qui leur annonce des jours difficiles et des sacrifices ?

En Nouvelle-Calédonie, l'Avenir ensemble, en favorisant ce type de politique, prépare à terme la faillite de la Nouvelle-Calédonie.

Il est difficile aux Calédoniens d'en prendre conscience.

La conjoncture économique est bonne, les indicateurs sont à la hausse. Les mesures sont habilement choisies et bien perçues par les personnes visées parce qu'elles facilitent et améliorent leur quotidien.

De plus, l'Avenir ensemble a choisi une stratégie de communication agressive- mais qui coûte elle aussi beaucoup d'argent- et elle est soutenue par la plupart des médias locaux.

Démonstration est faite que la politique menée par l'Avenir ensemble est nuisible à la Nouvelle-Calédonie. Pourquoi alors l'avoir mise en place et poursuivre dans cette voie ?

Parce que les élus de l'Avenir ensemble n'ont qu'un but pour l'avenir : se maintenir au pouvoir quel qu'en soit le coût.

suite page 10

Marie-Noëlle Themereau peut enfin mettre ses théories socialisantes en place, Harold Martin a des prétentions d'élection aux législatives dans la seconde circonscription, Philippe Gomès dans la première mais se trouvera alors en concurrence avec Didier Leroux qui a l'appui de l'UDF...

Pour aboutir, l'Avenir ensemble fonde aussi sa stratégie « politique » sur le silence et l'ambiguïté.

Ainsi sur le corps électoral : aucune prise de position mais un retranchement derrière une soi disant « parole donnée du chef de l'Etat » et une soi disant acceptation du président du Rassemblement. Mais aucune preuve de tout cela. A force de calomnier, l'Avenir ensemble espère qu'il en restera quelque chose et qu'elle aura semé le doute ou le trouble dans les esprits calédoniens. Mais la vérité est ailleurs : l'Avenir ensemble tente ainsi de masquer son inaction sur le sujet et certainement un accord secret avec les indépendantistes en contrepartie de leur soutien au congrès.

Beaucoup plus grave, l'Avenir ensemble n'a aucune vision politique d'ensemble pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, ce qui le rapproche du Rassemblement-UMP.

Le Rassemblement-UMP porte mal son nom maintenant tant les dissensions internes sont importantes et tant la ségrégation à l'égard des métropolitains, des kanak et des wallisiens est grande. L'équipe du président s'est réduite comme une peau

de chagrin : aucun mélanésien, aucun wallisien que des gens du Mont Dore, aucun métropolitain mais le clone de Doc Gynéco, Cynthia Ligéard.

La stratégie « politique » du Rassemblement-UMP s'articule autour de 3 axes, le dénigrement, le coup par coup et le braquage. Elle a évolué en deux temps. Le premier a été celui annoncé de la « refondation » et de la démocratie.

En fait de refondation, il s'agissait de faire oublier l'ancien président tout en s'appropriant son patrimoine. En fait de démocratie deux congrès qui ont viré au hold-up : le 1er organisé en juillet 2005 a fait illusion qui a été déçue par le second de 2006 où les militants et les calédoniens ont compris les manipulations internes : un seul candidat à l'investiture dans la seconde circonscription, le président, plusieurs candidats dans la 1ère mais à quelques voix près le poulain du président est élu..., manipulations des procurations.

Le second temps est celui du coup par coup qui se justifie par comment faire pour exister sur la scène politique locale ? Par des prises de position hasardeuses et non suivies d'effet : usine du Nord, corps électoral, désengagement de l'Accord de Nouméa...

Seule proposition tangible : une proposition sur le sport, recopiée sur les textes métropolitains. On voit !

Le danger vient de la radicalisation de la position du président qui a désigné sa nouvelle cible : les indépendantistes. Ce nouveau positionnement répond

à des impératifs électoralistes : le président est effectivement candidat aux législatives dans le Nord... Il annonce alors qu'il se « désengage de l'Accord de Nouméa » mais, contre tout raisonnement logique, il ne démissionne pas du gouvernement. Comprend qui sait les avantages qu'il retire de son mandat de membre du gouvernement...

Ce qui est dangereux c'est qu'il ne mesure pas les conséquences d'une telle radicalisation : **sans dialogue, quel avenir pour la Nouvelle-Calédonie ?**

Le dialogue ne viendra certainement pas du **Front national** qui a bâti sa politique sur **le racisme et la ségrégation**. De plus, le Front national a beaucoup de mal à fidéliser son électoral-totalement désorienté- par des prises de positions en complète contradiction avec sa ligne politique affichée. Comment en effet expliquer aux Calédoniens, l'alliance de circonstance avec les indépendantistes de l'UC au congrès sauf leur expliquer que là aussi, des postes sont brigüés...

Le RPC- Rassemblement Pour la Calédonie- est né de ce constat décevant que les élus sont des politiciens qui ne se préoccupent pas de l'intérêt général. Le RPC est conscient que le miracle des Accords de Matignon risque d'être remis en cause par ces attitudes. Il souhaite renouer avec l'esprit de progrès, de partage et solidarité qui ont permis à la Nouvelle-Calédonie de connaître des décennies de paix et de prospérité, c'est ce que le RPC propose aux Calédoniens.

Etudiants en métropole



Le Ministre

Paris, le

09 JAN. 2007

Monsieur le Député,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation des étudiants originaires de Wallis et Futuna, Nouvelle Calédonie et Polynésie française qui ne bénéficiaient pas, jusqu'à présent, du versement du quatrième terme des bourses pour suivre des études supérieures en métropole.

J'ai tenu à mettre un terme à cette situation et suis aujourd'hui heureux de vous annoncer que ces étudiants pourront désormais bénéficier du versement de ces aides tout comme les étudiants des départements d'Outre-Mer, et ceci afin d'optimiser les conditions matérielles de leur séjour en métropole.

En conséquence, j'ai demandé à mes services de prévoir le budget nécessaire au financement de ces aides pour qu'elles soient effectives à la rentrée 2007.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien cordialement.


Gilles de ROBIEN

Monsieur Jacques LAFLEUR
Député de la Nouvelle-Calédonie
Assemblée Nationale
75355 PARIS CEDEX 06

BDC/DI/DF



**VOUS SOUHAITEZ VOUS ENGAGER
AU SEIN DU RPC,
c'est simple !**

Formulaire d'adhésion au sein du Rassemblement Pour la Calédonie à renvoyer à l'adresse du journal

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Profession (*facultatif*) :
Adresse (*physique*) :
..... BP : Code postal.....
Téléphone : Domicile
Travail
Mobilis
Adresse mail :
Cotisation : 1000F (*minimum*).....

Date

Signature

Les informations recueillies sont confidentielles

- Vous pouvez aussi vous inscrire par mail sur le site

www.bulletindinformation.com

- Votre carte de membre vous sera délivrée



A bientôt